



Lundi 20 janvier 2025

La présidence de Donald Trump Trump représente la personne d'État chargée de briser les barrières constitutionnelles à l'impunité - *Pauline Easton* -



Marche populaire à Washington contre la présidence Trump le 18 janvier 2025

Une assermentation obscène de 250 millions de dollars

L'investiture de Donald Trump le 20 janvier aurait permis de récolter 250 millions de dollars de dons auprès d'entreprises et de milliardaires qui veulent obtenir les faveurs de la nouvelle administration américaine. Il s'agit d'un conflit d'intérêts d'une obscénité inégalée – la dernière était de 150 millions de dollars pour la première assermentation de Trump en 2017 – et il n'y a aucune règle qui oblige à rendre des comptes sur l'utilisation de tout cet argent. Cela illustre non seulement le type de personne qu'est Donald Trump, mais aussi de la personne d'État que les oligarques et les oligopoles au pouvoir ont choisie pour assumer la présidence des États-Unis.

Il s'agit de la personne d'État chargée de briser les barrières constitutionnelles à l'impunité totale. C'est précisément cet aspect que les élites dirigeantes du

Canada ne veulent pas aborder, car elles ambitionnent de faire la même chose : briser les barrières constitutionnelles à l'impunité. Pour Trump, il s'agira probablement de recourir à des décrets pour dicter des actions aux frontières et contre les immigrants et les réfugiés ; de cibler les lois et les fonctionnaires des États et des collectivités locales, comme la Californie et l'Illinois, les villes et les États sanctuaires ; de s'emparer des cordons de la bourse pour utiliser le budget fédéral à ses fins et de reclasser les travailleurs fédéraux en tant que « nominations partisans ». On s'attend à ce qu'il publie des dizaines de décrets dès son entrée en fonction, brandissant ouvertement ses pouvoirs de police.

Nombreux sont ceux qui ne comprennent pas ce qui se passe actuellement. Beaucoup, non seulement aux États-Unis mais aussi au Canada et dans d'autres pays, sont traumatisés ou dans un état d'appréhension. Pour eux, l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis est une expérience extrêmement pénible et troublante. Il semble n'y avoir aucune façon de discuter de comment Donald Trump a pu se retrouver aux commandes de la présidence américaine. Tout comme le génocide à Gaza, la chose semble hors de contrôle de quiconque. Les forces de résistance ont toutefois réglé cette question. En forçant Israël à signer le cessez-le-feu, elles lui ont infligé une défaite irréversible. De même, la classe ouvrière et les peuples des États-Unis, du Canada et d'autres pays luttent pour ce qui est juste face à l'impunité de l'État contre eux.

Une autorité est possible dans la mesure où ce qu'elle établit est respecté. Si ce n'est pas le cas, elle perd son pouvoir, son emprise se relâche. Malheureusement, au nom de grands idéaux, le gouvernement libéral du Canada et les premiers ministres provinciaux accordent tout le crédit possible au pouvoir arbitraire de Donald Trump en répondant à ses menaces sans un plan qui favorise le Canada. Ils rampent aux pieds de Trump pour obtenir ses faveurs et « gagner » à leur cause les personnes non qualifiées qu'il va nommées à des postes clés, ainsi que des sénateurs et des membres du Congrès américain.

Les Canadiens se sont habitués à ce genre de comportement, qu'ils méprisent tout à fait. Les personnes non qualifiées avec qui le gouvernement libéral du Canada et les premiers ministres provinciaux veulent frayer dans l'espoir de s'attirer leurs faveurs ne sont pas aptes à occuper les fonctions qui leur sont accordées. Elles ne sont pas dignes de reconnaissance.

Pour leur part, les médias, qu'ils soient traditionnels ou sociaux, sont en extase devant le faste et la splendeur des « festivités » de l'investiture, ils se livrent à des conjectures sur qui est invité et qui ne l'est pas, qui sont les commanditaires, etc. Les revendications du peuple américain sont en grande partie absentes des reportages dominés par les ragots, les scandales et la désinformation. Le niveau du discours politique est réduit à zéro.

Certains prétendent qu'en négociant avec Trump, les Canadiens montreront qu'ils défendent la raison d'être fondamentale des institutions démocratiques, qui comprend des élections libres et équitables garantissant une transition pacifique du pouvoir. Ils disent: n'agissons pas comme Donald Trump l'a fait quand il a incité

à l'insurrection le 6 janvier 2021, après avoir perdu l'élection à Joe Biden; le pilier de notre système démocratique doit être défendu quoi qu'il advienne.

L'absurdité de cette affirmation semble leur échapper complètement. Comment peut-on parler d'une transition pacifique du pouvoir quand la présidence Trump et la démocratie américaine elle-même représente la guerre et la destruction incessantes, une économie de guerre et d'extrêmes inégalités sociales ? Les menaces, les tactiques d'intimidation et les méthodes de négociation de Trump, au pays ou à l'étranger, sont tout sauf pacifiques. Ses projets de recours accru à l'armée à l'intérieur et à l'extérieur du pays en sont une preuve supplémentaire.

Se féliciter d'une transition pacifique du pouvoir aux États-Unis en 2025 relève de l'aveuglement volontaire et participe à la désinformation. Les principes constitutionnels n'ont aucune importance pour ceux qui préconisent cette façon de faire. Dire qu'il faut collaborer avec le pouvoir de Trump, car c'est ce que signifie défendre le principe démocratique d'une transition pacifique du pouvoir, c'est déclarer que n'importe quel milliardaire peut mobiliser sa richesse et son pouvoir pour atteindre son objectif et qu'il n'y aura pas de conséquences, peu importe combien de règles et principes sont foulés aux pieds. Les valeurs démocratiques ne signifient rien pour ces détracteurs.

Ceux qui participent au génocide américano-israélien du peuple palestinien depuis plus de 15 mois, ou le soutiennent, disent le faire au nom de valeurs démocratiques. Il en va de même pour leur soutien au régime néonazi en Ukraine, à l'hystérie guerrière contre l'Asie-Pacifique, à la mainmise des États-Unis et de l'OTAN sur l'Arctique, à l'ingérence dans les affaires des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et tout ce qu'ils font généralement.

Ceux qui ont prorogé le Parlement canadien pour pouvoir gouverner par décrets ministériels pour les trois prochains mois testent également les limites constitutionnelles de l'utilisation crédible de leurs pouvoirs de prérogative. Ces pouvoirs de police sont par définition au-dessus de l'état de droit, utilisés impunément. Ils se sont lancés dans une course à la direction dans laquelle celui ou celle qui veut se qualifier pour être le prochain premier ministre du Canada doit se prouver en payant un droit d'entrée de 350 000 dollars. Cela montre qu'ils ne sont pas qualitativement différents des élites dirigeantes au sud de la frontière, où le pouvoir d'État a été usurpé par une bande de milliardaires. Ce qui ne les empêche pas de parler de la supériorité de leurs institutions démocratiques et d'adopter des lois pour réduire au silence ceux qui, au sein du corps politique, ne succombent pas à leur domination.

Les États qui agissent en toute impunité, qui soutiennent les génocides, les coups d'État, les assassinats ciblés, les sanctions illégales et l'ingérence étrangère pour atteindre leurs fins n'ont rien de pacifique. Dans le cas de Donald Trump, il répond aux objectifs de la section de l'oligarchie financière internationale qui est dominée par les États-Unis. Ses intérêts privés étroits et ses oligopoles ont usurpé les pouvoirs de l'État aux États-Unis pour montrer au monde que Trump est le Roi des rois à qui tout le monde doit rendre hommage et obéir. Il en va de même à

l'intérieur du pays, où la guerre civile qui fait rage entre les factions au pouvoir persiste et risque de devenir plus violente, en particulier à l'encontre du peuple.

Telle est l'essence de la présidence Trump. Face aux partenariats en cours de formation par les pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) qui échappent au contrôle américain, et à la crise économique qui se profile aux États-Unis, Trump part dans toutes les directions pour montrer au monde, par la force brute s'il le faut, qui est « la nation indispensable. » La « nation indispensable » décrète qu'absolument rien ne peut se produire sans sa permission, qu'aucun problème ne peut être résolu sans qu'elle n'en dicte l'issue, et qu'aucun crime n'est trop grand s'il sert sa quête de domination mondiale.

La classe dirigeante du Canada et les prétendants à la direction du Parti libéral du Canada sont tous parfaitement d'accord avec cet état de choses et c'est pourquoi ils ne peuvent pas se dresser contre Donald Trump.

Mais la classe ouvrière et les peuples du monde ne s'inclinent pas devant ces forces qui tentent d'échapper au verdict de l'histoire. L'avenir dépend de la lutte des peuples du monde pour les droits de tous et toutes, et non de ceux qui agissent en toute impunité. Par leurs actes, les forces de résistance cherchent à régler les comptes avec les élites dirigeantes des États-Unis, de la Grande-Bretagne, du Canada et d'autres pays qui pensent pouvoir s'en tirer en toute impunité. La résistance de ceux qui luttent pour la paix, la liberté et la démocratie informe les peuples du monde sur les enjeux et les moyens d'y faire face.

Comment faire face à un monde qui a donné naissance à une personne d'État tel que Trump est précisément l'ordre du jour, que l'élite dirigeante au Canada, aux États-Unis, en Grande-Bretagne et dans d'autres pays refuse de discuter et d'aborder de manière cohérente. Elles refusent d'informer les peuples de ce qui est en jeu et s'efforcent au contraire de les empêcher d'avoir leur propre conception du monde, sur la base de laquelle établir leur propre programme pour le Nouveau et le poursuivre avec enthousiasme.



Marche populaire à Washington le 18 janvier 2025

De l'importance de ne pas considérer les provocations verbales de Trump comme une distraction

Lors d'une émission d'information aux États-Unis, le premier ministre Justin Trudeau a dit que les propos provocateurs de Donald Trump à propos de son intention de faire du Canada le 51e État américain sont une distraction. Au lieu d'analyser ces méthodes qui servent à humilier des chefs de gouvernement et des chefs d'État du monde entier pour montrer qui est le « vrai maître » du monde, certains qualifient les propos provocateurs de Donald Trump d'« arme de distraction massive ».

Dans les sports, lorsque vous êtes confronté à un adversaire qui utilise le « trash talk » pour vous déconcentrer, vous devez vous en tenir à votre plan de match, votre stratégie. Il faut se concentrer sur l'objectif que votre équipe s'est fixé, sinon vous faites le jeu de l'équipe adverse, déterminée à gagner coûte que coûte.

Après avoir qualifié les provocations verbales de Donald Trump de distraction, Justin Trudeau a dit que l'important est de gérer sa menace sur les droits de douane en l'amenant à négocier. Il a qualifié Donald Trump de « brillant négociateur ».

C'est un langage de mafieux. Comment un criminel reconnu coupable peut-il être qualifié de « brillant négociateur » ? Trump est connu comme celui qui s'est enrichi par l'escroquerie. Il a réussi en affaire grâce à la corruption et en contournant les lois à tous les niveaux. Sa promotion des méthodes méprisables des propriétaires de taudis, des trafiquants de femmes pour le plaisir de ses semblables et de ses compagnons dégénérés est méprisée par les peuples du monde. Son manque de culture dans tous les domaines, son racisme odieux et son ignorance de la géographie et de l'histoire mondiales conviennent parfaitement aux milliardaires et aux dirigeants dégonflés qui le veulent précisément parce qu'il enfreint les limites constitutionnelles à l'impunité totale. Ceux qui ont amassé des fortunes l'admirent précisément pour cette raison et ceux qui concilient avec lui aimeraient qu'il fasse tout cela avec plus de délicatesse ! Il n'y a pas d'honneur à dire que le Canada a besoin d'élire un fin négociateur capable de jouer à son jeu.

La méthode Trump va à l'essence même de la personnalité de l'État américain d'aujourd'hui. Avec ou sans le « trash talk », si Kamala Harris avait été élue, sa tâche n'aurait pas été différente. Non plus pour Biden, Obama et les Clinton qui l'ont précédé, chacun dans son temps et son espace.

La personnalité de la personne de l'État n'est pas seulement un problème pour la classe ouvrière et le peuple des États-Unis, c'est aussi un problème pour la classe ouvrière et le peuple du Canada, de la Grande-Bretagne et de tous les pays modelés sur l'État-nation européen. Ce n'est pas une diversion à écarter.

Si les propos provocateurs de Trump ne sont qu'une « distraction massive » pour obtenir ce qu'il veut, les dirigeants et les experts canadiens ne devraient-ils pas expliquer pourquoi eux-mêmes, au nom du libre-échange, épousent la voie de

l'intégration à la machine de guerre américaine pour, entre autres, « éviter les tarifs douaniers », et pourquoi ni l'économie ni l'État canadiens ne sont indépendants des États-Unis de quelque manière que ce soit ?

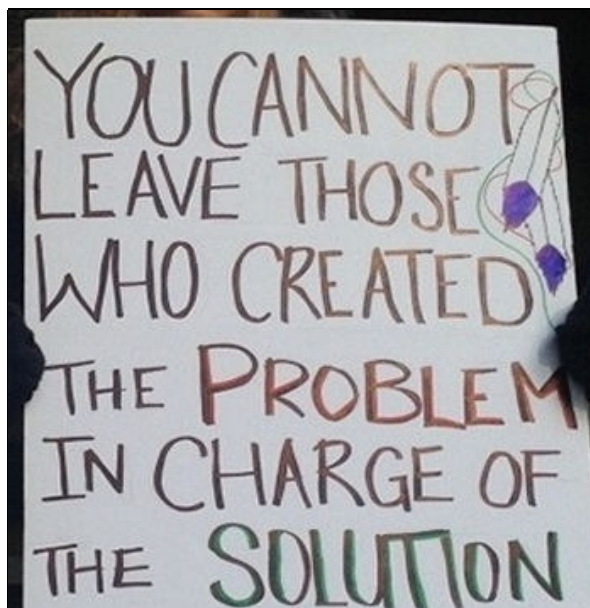
L'exercice de notre souveraineté est également un sujet de préoccupation majeur

L'ancien premier ministre Jean Chrétien est intervenu récemment pour dire qu'en réponse aux menaces de Trump à propos des tarifs douaniers, le gouvernement doit défendre la souveraineté canadienne. M. Chrétien semble convaincu que cela sonne bien. Cela a du sens pour lui. Rappelons qu'avec sa définition de la souveraineté, le gouvernement de Jean Chrétien a vendu le Canada en bloc lors de ses voyages d'Équipe Canada au début des années 1990. Nous sommes souverains si c'est nous qui décidons de vendre le pays avec les accords de libre-échange, disait-il quand il était premier ministre. La preuve que nous sommes souverains est que c'est nous qui décidons de le faire !

Jean Chrétien a spécifiquement mentionné que le passage du Nord-Ouest est à nous, point final. Pourquoi, dans ce cas-là, n'a-t-il pas désavoué la ministre libérale des Affaires étrangères, Mélanie Joly, qui annonçait quelques semaines auparavant, au nom du Canada, que l'Arctique canadien serait désormais connu sous le nom d'« Arctique nord-américain » ! C'est peut-être elle qui a donné à Trump l'idée de nommer le golfe du Mexique « golfe d'Amérique » !

La souveraineté aujourd'hui est une phrase facile pour les forces de l'establishment qui ne sont pas tenues de rendre des comptes de ce qu'elles font et disent. Parler de cette façon, c'est écarter toute discussion sérieuse sur ce que constitue précisément la souveraineté dans les conditions d'aujourd'hui.

Il est important de noter que le Canada est aujourd'hui entraîné dans la guerre civile qui fait rage entre les factions américaines dominées par différents oligopoles. Cela montre la nécessité de changer la direction de l'économie, de réformer le système électoral qui porte au pouvoir des gouvernements de partis cartellisés qui agissent en toute impunité, et de nous doter d'une constitution moderne qui confère la souveraineté au peuple de ce pays, et non à une personne d'État fictive appelée le roi d'Angleterre, et encore moins à la présidence des États-Unis.



Les Canadiens ne respecteront jamais ceux qui font des pieds et des mains pour s'attirer les faveurs de Trump ou des oligarques pour obtenir leur clémence. Ce

gouvernement fédéral, ainsi que les gouvernements provinciaux du même acabit, refusent de négocier avec les travailleurs de ce pays. Aujourd'hui, les négociations ont cédé la place à des résultats décrétés, à l'imposition de ce qui convient aux intérêts privés étroits des entreprises et de ceux qui ont usurpé les pouvoirs de l'État. Nous assistons à la manipulation des lois et des règlements, et à l'adoption de nouvelles lois et de nouveaux règlements, pour atteindre le résultat exigé par l'élite dirigeante. Nous voyons les travailleurs et ceux qui protestent contre le génocide, les peuples autochtones, les jeunes, les femmes, les sans-abri, être criminalisés. Nous voyons l'élite dirigeante recourir à la diffamation, aux calomnies et aux mensonges pour parvenir à ses fins. La seule chose qui tient en échec la classe dominante et les intérêts privés qu'elle sert, c'est la résistance des travailleurs et du peuple qui ont appris de l'expérience profonde que leur sécurité ne réside pas dans la clémence des dieux de la peste, elle réside dans leur lutte pour les droits de tous et toutes.

La sécurité du Canada réside dans la lutte de la classe ouvrière et du peuple canadiens pour les droits de tous et toutes, et non dans la soumission à des gens comme Donald Trump. Face aux menaces américaines, l'esprit des travailleurs a toujours été et demeure : Viens-t'en Donald, nous allons te montrer de quoi les Canadiens sont faits ! Nous ne faisons qu'un avec les travailleurs des États-Unis, nous ne faisons qu'un avec tous ceux qui défendent la justice et se battent pour ce qui est juste. Viens, nous allons te montrer à qui tu as affaire. Cela vaut aussi pour tous ceux qui veulent concilier avec toi.

C'est ce que font les travailleurs face au génocide qui se poursuit contre l'héroïque peuple palestinien. C'est ce qu'ils font lorsqu'il s'agit de défendre les réclamations qu'ils sont en droit de faire à la société. C'est la résistance à l'oppression, à l'exploitation, à la trahison et à l'infamie, et non les « talents de négociateur » de Donald Trump, qui donne lieu à des résultats favorables au peuple.

Mais les élites dirigeantes du Canada vivent dans un monde de rêve et croient pouvoir négocier avec des gens comme Donald Trump. Si elles n'ont pas leur propre plan de match, qui ne peut être basé que sur le courage de changer la direction de l'économie pour en faire une économie qui profite au peuple de ce pays et de pratiquer le commerce avec d'autres pays sur la base de l'avantage réciproque, alors que valent les ressources du Canada ? Elles sont déjà cédées pour moins qu'une bouchée de pain. Et c'est bien là le problème.

C'est la question existentielle à laquelle le Canada est confronté. Cela n'a rien à voir avec les « brillantes tactiques de négociation » de Trump ou avec l'élection d'un « bon négociateur » à 350 000 dollars ! Ce n'est pas une diversion, c'est de la désinformation de premier ordre pour priver les travailleurs et le peuple de ce pays de leur propre marche à suivre.



